

Manifestations contre le passe sanitaire : « Macron a franchi une ligne rouge »

PAR MICKAËL CORREIA

ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 25 JUILLET 2021

À Paris, alors que le Sénat examinait le projet de loi « relatif à la gestion de la crise sanitaire », des « gilets jaunes » et le mouvement Les Patriotes de Florian Philippot appelaient, respectivement à Bastille et au Trocadéro, à se mobiliser ce samedi 24 juillet contre le passe sanitaire. Reportage.



Meeting contre le passe sanitaire organisé au Trocadéro par le mouvement Les Patriotes de Florian Philippot, Paris, 24 juillet 2021. © MC / Mediapart

Il est 13 heures place de la Bastille quand les rangs des manifestants s'étoffent peu à peu sous un soleil de plomb. Les « gilets jaunes » ont appelé ce samedi 24 juillet à se rassembler pour aller défiler jusqu'à la porte de Champerret, dans le XVII^e arrondissement de la capitale.

Nejeh, gilet jaune parisien de 43 ans, est un de ceux qui ont déclaré la manifestation auprès de la préfecture. « C'est un projet de loi liberticide, explique-t-il. On refuse le passe sanitaire qu'on voit comme une restriction de nos libertés fondamentales. Et il y a l'idée avec cette manif de mettre en avant nos revendications sociales. La réforme de l'assurance-chômage, c'est une attaque contre nos droits, tout comme le passe. »

Un discours qu'avance également Yann, une figure des gilets jaunes originaire de Châteauroux (Indre) : « C'est une mesure disproportionnée. Je ne suis pas anti-vaccin mais avec le passe sanitaire, Macron a souillé notre devise nationale : il a franchi une ligne rouge. » Le manifestant ne vote plus et a brûlé sa carte électorale : « L'abstention aux régionales

nous a encore montré que ça ne fonctionnait pas. Je revoterai quand on établira une proportionnelle intégrale. »

Nejeh et Yann sont dans la rue depuis le 17 novembre 2018 – l'acte I des gilets jaunes. Mais pour Cloé, 28 ans et future agricultrice dans les Yvelines, ce n'est que sa deuxième manifestation. « Ma première, c'était le 17 juillet contre le passe sanitaire. Cette mesure, c'est la goutte de trop après la réforme des retraites et l'augmentation de la précarité », souligne-t-elle. Cette dernière, qui « vote écolo », se revendique également anti-sérum : « Je suis à la base contre tout vaccin : je n'en vois pas l'utilité, à part pour les personnes âgées et les plus fragiles. »



Des « gilets jaunes » place de la Bastille, avant le départ de la manifestation contre le passe sanitaire, Paris, le 24 juillet 2021. © MC / Mediapart

Sur les pancartes brandies par les manifestants, on peut lire : « Face au passe sanitaire, à bas la Macronie » ou encore : « Travailleurs, chômeurs et retraités : tous ensemble contre le virus du capitalisme. »

Durant une prise de parole improvisée autour d'une sono, Yann, syndicaliste CGT et salarié à l'hôpital Robert-Debré, rappelle, sous des applaudissements nourris : « Nous avons tous été confinés car nous manquons de lits. Je suis contre le passe sanitaire et pour la levée des brevets sur le vaccin. »

Un poignée de soignants a répondu présent à la mobilisation. Sabrina, aide-soignante de 59 ans, fustige « le mépris » envers le personnel hospitalier. « Le passe sanitaire représente un danger vis-à-vis des données personnelles et viole le secret médical. Le pouvoir est en train de monter les vaccinés contre les non-vaccinés

alors que nous devons rester unis.» Avant de préciser fièrement: « *Je vote toujours, et jamais pour l'extrême droite.* »



Cortège « gilets jaunes » contre le passe sanitaire, 24 juillet 2021, à Paris. © MC / Mediapart

Agent hospitalier venu de Valentigney (Val-de-Marne), Manuel explique pour sa part : « *Je suis pour le vaccin mais pas pour l'ARN car on manque de recul. J'attends le vaccin de Sanofi. J'ai manifesté avec les gilets jaunes, je suis descendu dans la rue contre la réforme des retraites et pour 2022, j'attends un candidat citoyen, pas un politique.* »

À 14 heures pétantes, le cortège de quelques milliers de personnes se met en branle en scandant « *Liberté! Liberté!* » avant d'entamer *La Marseillaise*. « *J'irai manifester tous les samedis s'il le faut!* », certifie Cloé. Quant à Nejeh, il assure: « *L'idée, c'est de continuer à manifester jusqu'au retrait du passe.* »

À la suite de tensions avec les forces de l'ordre, plusieurs centaines de manifestants forceront plus tard un barrage des forces de l'ordre pour quitter le défilé en direction des Champs-Élysées sous les gaz lacrymogènes de la police.

Appel à désobéir

Même *Marseillaise* chantée, mêmes « *Liberté! Liberté!* » criés mais autre ambiance. Au Trocadéro, l'ex-Front national Florian Philippot et son mouvement Les Patriotes organisaient « *un rassemblement historique pour la liberté* ».

Sur une vaste scène surmontée d'un écran géant, Marina Collin Do Santos, référente des Vosges pour Les Patriotes, harangue la foule: « *Face à la tyrannie de Macron, nous devons gagner. Je suis là pour l'amour de la France, pour l'amour de la patrie, pour la nation, pour nos enfants.* »

Les slogans « *Stop à la dictature vaccinale* » ou encore « *Non aux vaccins expérimentaux* » sont les plus populaires sur les pancartes des manifestants. Certains portent même un T-shirt « *Covid is a hoax* » [Le Covid est un canular].

Retraitée de 68 ans, Élisabeth se déclare contre le passe sanitaire. « *C'est la première fois de ma vie que je manifeste, et après je ferai tous les rassemblements. Je préfère mourir du Covid que du vaccin. Je ne suis pas vaccinée car je ne veux pas être un cobaye et qu'on m'impose quoi que ce soit.* » Elle affirme voter depuis toujours mais ne veut pas dévoiler pour qui.

L'économiste proche des milieux souverainistes Philippe Murer prend le micro sur scène: « *Nous sommes face à la létalité d'une grippe saisonnière. Est-ce que cela justifie-t-il l'enfermement? On nous prépare un modèle de surveillance chinois!* » L'orateur dénonce une « *élite décadente* » qui veut « *nous contrôler* ». Et de conclure par: « *Vive la Résistance et la France libre!* »

L'imaginaire de la France résistante est convoquée tout au long du meeting, entre drapeaux tricolores ornés d'une croix de Lorraine, l'été 1944 de « *sursaut du peuple français* », et « *appel à désobéir* » face à « *la société de délation qu'on nous prépare* », dicit les différents intervenants.



Meeting contre le passe sanitaire organisé au Trocadéro par le mouvement Les Patriotes de Florian Philippot, Paris, 24 juillet 2021. © MC / Mediapart

Infirmier syndiqué, Karim, 37 ans, accompagné de sa fille, s'exclame : « *Je ne me suis pas fait vacciner car je ne veux pas engraisser Big Pharma et leur servir de rat de laboratoire. C'est la première fois que je descends dans la rue car maintenant on nous menace de nous licencier si on refuse le vaccin. Je me revendique de gauche mais là, Florian Philippot c'est le seul qui agit. La menace est trop grande, il faut que tous les partis politiques s'unissent contre Macron.* »

« *C'est la souveraineté de mon corps qui prime, ce n'est pas à Macron de décider si je dois ou non devenir un OGM en m'injectant un vaccin fabriqué en quelques semaines* », intervient pour sa part Mariana, la quarantaine et habitant Saint-Denis. Pour elle aussi, il s'agit de son premier rassemblement. Et d'avouer : « *J'ai voté Macron en 2017, mais en 2022, ce sera Le Pen.* »

Fatou, jeune agent immobilier dans le Val-d'Oise, justifie sa présence en expliquant avoir peur pour ses deux fils. « *Je n'ai pas envie de voir mes enfants avoir une sclérose en plaques, précise-t-elle. Je suis plutôt de droite mais là, même si c'est l'extrême droite, c'est important d'être réunis en masse contre cette dictature.* »



Meeting contre le passe sanitaire organisé au Trocadéro par le mouvement Les Patriotes de Florian Philippot, Paris, 24 juillet 2021. © MC / Mediapart

Les interventions sur scène d'une restauratrice anti-passe et de Charles-Henri Gallois, président de Génération Frexit sont ponctuées de « *Macron*

démission ! » Dans la foule, des manifestants lâchent : « *On est chez nous !* » Timothée, 22 ans, représentant de l'organisation d'extrême droite La Cocarde étudiante – « *la France nationale à l'université* » – enrage au micro : « *Nous, les étudiants, nous ne sommes pas une population à risque, rien ne justifie le passe sanitaire.* »

Propriétaire d'un bar-tabac dans l'Essonne, Éric, électeur de Nicolas Dupont-Aignan, s'exaspère que les jeunes non vaccinés ne puissent pas travailler cet été comme saisonnier « *parce qu'ils ont refusé de se faire injecter cette saloperie* ». Après avoir élevé au rang de « *héros* » le professeur Didier Raoult et son avocat médiatique Fabrice Di Vizio, il soutient qu'il ne mettra pas en place le passe sanitaire dans son établissement pour ne pas participer à « *la France de l'apartheid* ».

Un seul message est martelé au fil du meeting: le boycott, à partir de début août, de tous les lieux exigeant le passe sanitaire. Le rassemblement se conclut par une *Marseillaise* tonitruante, dont les paroles ont été soigneusement distribuées quelques minutes auparavant aux manifestants.

114000 personnes avaient **défilé** le 17 juillet à travers le pays. Selon le ministère de l'intérieur, ce samedi, ils étaient près de 161000.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.